



Sections *SNUI* et *SUD Trésor* de la Haute Garonne

Toulouse, le 26 février 2009

Réunion administration/syndicats du 25 février : le brouillard s'est levé à Toulouse... ... sauf sur la DGFIP !!!

Le TPG et le DSF ont souhaité rencontrer les organisations syndicales pour faire un point sur la situation de la fusion dans le département. Qu'à cela ne tienne, nous y sommes allés en nous disant qu'ils avaient quelque chose de nouveau à nous dire. Nous en sommes revenus avec des certitudes résumées en deux lignes :

- le pouvoir politique a voulu une fusion que le pouvoir administratif est incapable de mettre en oeuvre tout en continuant, contre vents et marées, à faire comme si c'était facile et évident ;
- le pouvoir politique a "vendu" aux citoyens un interlocuteur unique que le pouvoir administratif est incapable d'identifier et de mettre concrètement "en musique" ;

Résultat des courses, les usagers, les missions fondamentales et les agents sont tout simplement "sacrifiés".

Dans ce contexte où les réponses relèvent pour l'essentiel de décisions nationales, *l'Union SNUI-SUD Trésor de la Haute Garonne* a décidé de poursuivre la démarche qui est la sienne depuis juillet 2008 et la première réunion sur la mise en oeuvre de la DGFIP dans notre département. Là aussi elle se résume en quelques lignes :

- porter et faire relayer localement les revendications nationales ;
- porter et faire relayer au niveau national les revendications locales qui relèvent d'une décision nationale ;
- analyser les situations locales avec les personnels, relayer leur vécu et la réalité des services ;
- porter les revendications qui en résultent et les défendre jusqu'au bout ;
- informer les personnels le plus largement et le plus exhaustivement possible ;
- décider avec eux des actions à mener pour faire aboutir les revendications.

Telle est la "feuille de route" mise en oeuvre par les militants de *l'Union SNUI-SUD Trésor* de la Haute Garonne.

Propos introductifs d'un TPG que l'on sent... résigné

Comme le disait Henri David Thoreau :

" Ce qu'on appelle résignation n'est autre que du désespoir confirmé "

Pas de "scoop" donc à nous annoncer et le TPG nous a rappelé ce que nous savions déjà :

- l'essentiel se discute et se décide actuellement en Centrale, notamment dans les groupes de travail qui continuent à se tenir avec les organisations syndicales, ce qui retarde d'autant un réel dialogue local ;
- l'essentiel de la documentation sur les structures (textes, lignes d'organisation et de fonctionnement,...) est toujours et encore "dans les tuyaux" et donc... toujours pas à disposition localement ;
- les 3 sujets à l'ordre du jour (SIP, accueil dans les Guichets Fiscaux Uniques et DLU) n'ont donc pas avancé d'un pouce depuis ces derniers mois.

On a l'impression qu'on en sait plus, grace aux compte-rendus nationaux de *l'Union SNUI-SUD Trésor*, que nos responsables administratifs qui n'ont quasi aucune information de la Centrale dans des délais raisonnables.

***L'Union SNUI SUD Trésor* remet la réunion dans le contexte de l'action**

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous avons tenu à remettre la réunion dans le contexte actuel de revendications et d'actions unitaires largement soutenues. Nous avons naturellement rappelés les pourcentages de grève exceptionnels de la DGFIP le 29 janvier dernier en insistant particulièrement sur le fait que les résumer aux seules revendications d'ordre général et national serait une erreur que devait éviter l'administration locale.

Plus de 70% d'agents en grève à la DGFIP Haute Garonne c'est, pour ne prendre que ces deux exemples, les questions de l'emploi et du pouvoir d'achat.

L'emploi certes en général mais aussi l'accumulation des suppressions dans nos services qui rend les missions impossibles à assumer, la pression de plus en plus forte et les conditions de vie au travail de plus en plus dégradées.

Le pouvoir d'achat certes en général mais aussi les qualifications et l'investissement des agents ignorés, l'absence de reconnaissance des réalités locales (indemnité de résidence notamment) ou encore le dégoût, osons le mot, que les agents ressentent face à l'inégalité de traitement du "paiement de la fusion" entre cadres et agents.

Le TPG nous a assuré avoir regardé de près les pourcentages, à lui d'en tirer des conclusions qui s'imposent.

Un point "général" sur les SIP : de reports en incertitudes

Ce que nous disent TPG et DSF

TPG et DSF ont souhaité aborder ce sujet en 3 points après avoir rappelé :

- que la seule chose sortie était le « pastillage » des SIP, traduit en langage clair, c'est le « partage » des futurs SIP entre les cadres des 2 filières.
- qu'un groupe de travail national sur le bilan des SIP était annoncé pour septembre prochain.

1. la date de création des SIP

Elle a bougé pour les 2 premiers et devrait se situer aux alentours d'octobre pour Balma et... plus tard pour Colomiers. Le TPG a souligné qu'octobre, il y avait difficilement pire comme date d'installation.

2. la tenue des CTPL (ex CP) et CTPD (ex DGI)

La première hypothèse du TPG était de les tenir aux alentours de mai/juin, notamment après avoir rencontré les agents sur les sites concernés.

3. la consigne nationale de rencontrer les agents

La Centrale a demandé aux cadres d'aller à la rencontre des agents des futurs SIP mais aussi des GFU (Guichets Fiscaux Uniques soit les trésoreries de proximité). Ils auraient besoin de lisibilité et de visibilité et les rencontres auront lieu, notamment, du 7 au 21 mars prochains collectivement pour les futurs SIP et individuellement sur les GFU.

Ce que répond l'Union SNUI SUD Trésor

Jusque là les deux annonces ne sont pas une nouveauté parce qu'on a aussi les mêmes informations et les mêmes documents !!!

Sinon, on peut sérieusement s'interroger : soit sur l'utilité d'un bilan national des premiers SIP si on n'en tient pas compte pour les prochains, soit de l'utilité du calendrier actuel si on tient compte du bilan.

1. la date de création des SIP

Si octobre est le pire on pourrait penser à 2010 mais on suppose que ça ficherait en l'air la belle annonce des créations de SIP en 2009 !!! On continue donc à supposer qu'on fera de vrai/faux SIP en 2009 !!!

2. la tenue des CTPL (ex CP) et CTPD (ex DGI)

La tenue d'instances paritaires à cette période n'a aucun sens dès lors que nous n'aurons pas tous les éléments (bilan, textes, reports éventuels,...).

3. la consigne nationale de rencontrer les agents

On ne peut s'empêcher de penser que cette consigne nationale vient en écho aux pourcentages de grève du 29 janvier. En clair on demande aux cadres d'aller voir les agents pour leur dire qu'on n'a pas grand-chose de plus à leur dire mais qu'ils ne doivent surtout pas être inquiets pour l'avenir. Cela ne suffira ni à les rassurer, ni à les convaincre et nous les invitons à le faire savoir.

Les deux SIP de 2009 (Balma et Colomiers) et l'impact sur les TP

Sur Balma, qui semble à priori le site le plus simple pour mettre en place un SIP, le TPG nous dit :

- que l'idée de départ de spécialiser la TP de L'Union en secteur public local et Balma en fiscal est repoussée par la Centrale qui ne veut pas de 2 réformes en même temps.
- que cette réforme se fera malgré tout, sans doute dans 3 ou 4 ans.
- la conséquence est qu'une "micro TP" secteur public local sera maintenue sur Balma (5 agents).

L'Union SNUI-SUD Trésor a d'une part demandé à l'administration si le maintien du secteur public local avait des conséquences sur l'espace de vie des agents dès lors qu'un départ était sa première hypothèse. La réponse est Non.

Toujours sur le sujet structures/immobilier/conditions de travail, nous avons demandé que soit pris en compte l'impact des activités foncières aujourd'hui centralisées à Colomiers et Rangueil mais qui seront "fatalement" réparties dans les SIP dans les années à venir. La réponse est un silence "coupable" sur Balma comme ailleurs !!!

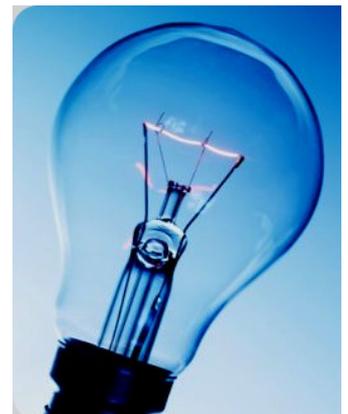
Sur Colomiers, comme nous l'avons dit plus haut, l'administration n'a rien d'autre à dire que ce sera sans doute repoussé encore, on ne voit donc pas comment ce serait à une autre date que 2010. Il reste que d'importants travaux d'accueil sont enfin terminés, que les agents ne savent plus trop à quel saint se vouer et que l'utilisateur doit toujours n'y rien comprendre s'il vient à se retrouver dans ce grand hall dont il ne doit pas vraiment savoir à quoi il sert.

Pour la DLU c'est le point mort et pour le PRS on attend l'éclairage !!!

Passer de ces SIP à la DLU et au PRS n'est pas illogique parce que ce sont les structures prévues en 2009. Ajoutons qu'il y a peu à dire puisque sur le PRS l'administration attend la sortie de la note de la Centrale et que sur la DLU le TPG estime que ce ne sera pas avant le second semestre. Sur l'une comme sur l'autre des structures il estime qu'il n'est pas sain d'être dans cette incertitude.

L'Union SNUI-SUD Trésor souscrit au sentiment mais ce que nous souhaitons savoir c'était, à minima, si le schéma qui nous avait été présenté en janvier (cf compte-rendu *Union SNUI-SUD Trésor*) était toujours d'actualité (en gros transfert minimum d'agents entre DSF et TG). TPG et DSF répondent que Oui.

Seule annonce plus précise sur la DGFIP 31, la nomination d'un cadre pour diriger le SPSI (schéma politique et stratégie de l'immobilier) qui va devoir constituer une équipe restreinte. Service créé à la fois dans le cadre de la "chasse au m²" et... de la future suppression du très rémunérateur statut de conservateur des hypothèques.



La question de la Cité Administrative : ça s'annonce très compliqué

L'Union SNUI-SUD Trésor a tenu à aborder ce sujet pour plusieurs raisons. D'abord parce l'Etat a fait de la Cité Administrative de Toulouse une de ses priorités dans le cadre de la CIPI (Commission Interministérielle de la Politique Immobilière). Ensuite parce qu'à la DGFIP nous avons également de lourdes questions immobilières. Et enfin, parce que les nombreux services qui y sont installés (Domaines y compris Commissariat aux Ventes, Trésorerie, PRF, CDI et SIE) aimeraient également savoir à quelle sauce de la fusion ils vont être mangés.

Nous disons Non à un avenir "boîte de sardines" pour la Cité Administrative

La fameuse CIPI a donc fait de la Cité une priorité et chiffré à environ 36 millions€ le coût de sa rénovation sur une valeur vénale de 42 millions€, c'est du lourd mais on s'en doutait. D'un autre côté, le maire de Toulouse avait émis l'idée, lors de sa campagne, de faire de la Cité un lieu de vie pour les étudiants. Enfin, les agents voient circuler des entreprises qui mesurent, prennent des cotes, etc... Nous sommes donc confrontés à des questions auxquelles l'Union SNUI-SUD Trésor a demandé des réponses aux uns et aux autres.

Le Préfet, rencontré avec Solidaires 31 dans le cadre d'une réunion sur la réorganisation des services de l'Etat, a confirmé le travail en cours sur le sujet et qui se traduit notamment par un "état des lieux" adressé au Premier Ministre. Il s'est engagé à la plus grande transparence sur le sujet.

Le TPG a affirmé hier que le maintien de la Cité pour les services de l'Etat était acté et que les questions qui se posaient aujourd'hui portaient sur la meilleure utilisation possible des surfaces et la réhabilitation des bâtiments. Dont acte, mais l'Union SNUI-SUD Trésor lui dit "un peu court jeune homme", il faut nous en dire un peu plus.

Le TPG a complété par un certain nombre de choses, au plan général :

- le cadre de la réflexion est la réorganisation des services de l'Etat au niveau territorial et aussi celui de la DGFIP, cela va de soi compte tenu de notre forte présence sur le site ;
- plusieurs scénarios sont en cours de chiffrage avec une idée de fond qui est une meilleure utilisation des surfaces sur la base de la norme RGPP de 17m²/agent, un audit externe est en cours ;
- il est clair que nous parlons là de "densification de l'espace".

Et pour ce qui concerne les services de la DGFIP, ça donnerait :

- il y a un début de réflexion sur nos propres espaces avec notamment l'installation des SIP mais on va "sanctuariser" les bâtiments C et D pour la DGFIP même s'il faudra sans doute "rendre des m²" ;
- des choix devront probablement être arrêtés avant l'été mais, pour la DGFIP, il y a une certitude, les Domaines quitteront la Cité, sans doute pour rejoindre le bâtiment des Carmes."

L'Union SNUI SUD Trésor répond sur une de ses priorités : les conditions de travail

En premier lieu, sur ce sujet comme sur beaucoup d'autres, nous exigeons la transparence et le dialogue avec les premiers concernés : les agents. Le TPG et le DSF nous ont indiqué qu'ils rencontreraient les cadres et les agents.

Ensuite nous avons mis en garde l'administration sur plusieurs points majeurs sur ces questions immobilières :

- la première, c'est l'évaluation des surfaces sachant que 2 "normes" sont couramment cités, celle de la RGPP dont parle le TPG (17m²/agent) et celle du ministère (13m²/agent) mais qu'on ne parle pas de la même chose et surtout que France Domaine vient de faire évoluer sa conception de la norme (le TPG semblait découvrir). En clair, alors que par le passé un certain nombre d'espaces étaient exclus des calculs (accueils, boxes, dégagements, etc...) du volume par agent, France Domaine vient de les réintégrer dans sa norme ce qui relativise considérablement les 17m² par agent dont une partie devient une "illusion" ;
- la deuxième c'est, en Haute Garonne, l'éclatement futur de la sphère foncière (CDI/CDIF) dont l'installation n'est que reportée après l'installation des SIP. Or, ne pas prévoir aujourd'hui l'arrivée d'une 15^{ne} d'agents sur la Cité dans 2 ou 3 ans serait sinon stupide du moins irresponsable. Sans compter que l'Union SNUI-SUD Trésor a rappelé sa revendication du respect des métiers et des compétences qui doit conduire à la constitution de secteurs fonciers dans tous les SIP.

Au final on pourrait résumer par "gouverner c'est prévoir" d'un côté et de l'autre "non à la boîte de sardines".

SIP à la Cité : en route pour un "coktail" qui pourrait être indigeste



Evidemment l'organisation des futurs SIP à la Cité à un lien avec l'immobilier et les conditions de travail. Pour mémoire le débat est tranché en Centrale, il y aura 3 SIP, donc maintien des 3 SIE et... éclatement de la Trésorerie avec tout ce que les agents redoutent, à juste titre, de séparation des collègues, d'inconnu sur les missions, etc...

Le TPG va sans doute proposer un "coktail" maison qui consisterait à avoir un accueil CP mutualisé entre les 3 trésoreries et réfléchit à une mutualisation des comptabilités des 3 SIP. C'est ce qu'il appelle une "globalisation des agents dans un cadre juridiquement éclaté".

La discussion se poursuivra mais le souci de l'Union SNUI-SUD Trésor est simple : les meilleures conditions de vie au travail pour tous les agents, éviter les mégastructures, refuser une caisse unique pour les 3 SIP et les 3 SIE (TPG et DSF sont d'accord), repenser entièrement l'accueil (une réunion est prévue bientôt) et lui donner les moyens des ambitions.

Site Mirail/Basso Cambo : l'Union SNUI SUD Trésor sera vigilante

On va faire court parce que les détails de la description sont dans le compte-rendu de l'audience du 12 janvier. Nous avons demandé hier l'état d'avancement du dossier (structures et immobilier) et rappelé nos revendications. Deux questions se posent aujourd'hui, quels SIP demain et quelles conséquences sur les trésoreries ? Dans quelles conditions la réhabilitation du bâtiment va se faire dans les mois à venir.

Sur le premier point on sait qu'il y aura 2 SIP et donc éclatement de la trésorerie de Basso Cambo mais les questions de périmètre demeurent. La Centrale aurait manifestement tranché sur le maintien des 7 communes qui devaient éventuellement partir sur Muret dont la TP serait spécialisée dans le secteur public local. Pour qu'il n'y ait pas de méprise sur ce sujet nous rappelons que l'Union SNUI SUD Trésor avait simplement dénoncé le risque de "ghétoisation" du Mirail si les communes "les plus riches" partaient vers un autre site mais c'est bien l'administration, et elle seule selon ses propres critères, qui a pris les décisions des regroupements et scissions.

Le "morceau" le plus lourd est bien entendu l'immobilier sur lequel l'administration a indiqué que la question de l'amiante, des travaux en site occupé et de l'ergonomie étaient incluses dans les appels d'offre et qu'enfin une discussion aurait lieu en mars.

L'Union SNUI SUD Trésor a rappelé le courrier récent envoyé au DG, au TPG et au DSF par l'ensemble des agents et dans lequel ils rappellent leurs revendications et leur détermination. Nous ne laisserons pas faire n'importe quoi sur le dos des agents, de leur sécurité et de leurs conditions de travail actuelles et futures, le message est clair.

Les GFU ou l'accueil fiscal "light" dans les trésoreries de proximité

Au 1er septembre cette partie de la réforme devra être sur les rails. En clair, dans toutes les trésoreries de proximité devront être installés les Guichets Fiscaux Uniques, c'est à dire cette grande illusion qui laisse penser aux citoyens qu'on sera capable de tout leur dire sur toute la fiscalité au plus près de chez eux. Vaste blague qui ne sera drôle ni pour les agents, ni pour les usagers même si, incontestablement, on pouvait progresser. Les "compétences croisées" ayant bien vite montré leurs limites on se dirige vers un accueil "simple" (réception des contribuables, informations basiques, délivrance des imprimés, enregistrement et transmission de leurs réclamations).

Nous on veut bien, mais c'est d'autant plus de la pure théorie qu'à ce jour pas une instruction, pas une "règle du jeu" ne sont sorties. Les technocrates de la Centrale y travaillent nous dit-on, ce qui ne nous rassure pas quand on sait qu'il y a de fortes chances pour qu'ils n'aient jamais vu de leur vie un contribuable ou une trésorerie de proximité sauf éventuellement autour des petits fours lors d'une inauguration !!!

La réalité, que l'Union SNUI SUD Trésor a rappelée c'est la suivante :

- la fiscalité ça n'est jamais simple et les usagers seront demandeurs ce qui risque de les insatisfaire et de mettre les agents dans des situations de frustration et de désarroi ;
- le ministre va sans doute en faire des tonnes dans les médias, peut être dès sa conférence sur la campagne de dépôt des déclarations en mai, ce qui va forcément augmenter la demande ;
- ça représente une charge de travail supplémentaire et si l'on veut bien admettre, comme le souligne le TPG, que c'est un moyen de pérenniser le réseau, ça ne lui donne pas pour autant les emplois correspondants ;
- le soutien au réseau doit être fort et très présent et il reste à souhaiter que l'informatique, notamment l'application Gaia, sera à la hauteur des besoins des agents ;
- les liaisons entre le réseau et les SIP notamment doivent être organisées et suivies autrement que par des audits ponctuels comme le propose l'administration mais par un suivi régulier et des échanges entre agents.

L'Union SNUI SUD Trésor sera présente et vigilante afin que les agents du réseau de proximité soient soutenus.

La formation professionnelle, et ses limites, opération en cours de lancement

Une formation en cascade est lancée avec, dans un premier temps, des formations de formateurs en mars qui eux mêmes formeront des formateurs locaux qui constitueront 4 binômes (impôts/trésor) chargés de former les agents (91 agents de l'ex CP et 25 de l'ex DGI sont recensés sur les trésoreries et les premiers SIP).

La période de formation des agents devrait se situer autour du mois de juin.

La formation est prévue sur 3 jours (1 jour pour les connaissances mutuelles et 2 jours pour les questions de l'accueil dont une présentation de l'application Gaia).

L'Union SNUI SUD Trésor a fait valoir des remarques récurrentes en matière de formation à savoir la question de la période (campagne IR aux impôts), de la disponibilité par rapport aux missions du service (dans les trésoreries de proximité notamment) ou encore de la nécessité d'une proximité formation/mise en oeuvre et donc, d'un suivi des agents formés et d'éventuelles "piques de rappel" et, là aussi, d'un nécessaire suivi des agents face à la réalité.

L'Union SNUI SUD Trésor a conclu la réunion comme elle l'avait ouverte : sur l'action et les revendications que les agents avaient portées le 29 janvier, qu'ils rappelleront dans une motion que nous remettrons prochainement au TPG et au DSF et qu'ils conforteront par leur engagement massif dans la grève du 19 mars prochain

